

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

[S - C - 99/00451]

11 MAI 1999. — Circulaire concernant l'extension du champ d'application du statut particulier de protection temporaire pour les réfugiés kosovars et leur accueil

1. Introduction

Cette circulaire a pour but de compléter et d'étendre le champ d'application du statut particulier de protection temporaire des réfugiés kosovars, comme il a été introduit par la circulaire du 19 avril 1999 (MB 20 avril 1999) - ci-après « Circulaire Kosovars ».

2. Champ d'application**2.1. La circulaire Kosovars**

Le champ d'application de la Circulaire Kosovars s'étend :

1. aux personnes qui bénéficient de la possibilité de venir en Belgique dans le cadre du programme d'évacuation du Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies (en abrégé l'« UNHCR »);

2. aux parents en ligne directe d'une personne qui réside depuis quelque temps légalement en Belgique, qui sont originaires de la région du Kosovo, dans la mesure où ils entrent en Belgique de façon légale, c'est-à-dire soit munis d'un visa ou d'une autorisation de séjour, soit après l'autorisation préalable de l'Office des étrangers ou d'un consulat belge.

2.2. Extension

Le champ d'application du statut particulier de protection temporaire introduit par la Circulaire Kosovars sera désormais étendu à :

— en principe, tous les Albanais d'origine kosovare (c'est-à-dire les Kosovars albanais qui avaient leur résidence principale au Kosovo avant de venir en Belgique);

— ceux pour qui une procédure d'asile est en cours;

— sauf si leur demande doit être rejetée :

— en raison d'une fraude concernant l'identité ou la nationalité;

— pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale;

— sur la base de la Convention de Dublin (« Convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes »).

2.3. Explication

La demande d'obtention du statut particulier ne peut être introduite si l'on n'a pas encore une demande d'asile en cours, ou si l'on n'introduit pas préalablement une (nouvelle) demande d'asile.

Les intéressés ne sont toutefois pas obligés de demander le statut particulier.

Celui qui demande uniquement l'asile et pas le statut particulier séjourne en Belgique en tant que demandeur d'asile. Ce statut est comparable au statut particulier.

Les nouveaux arrivés peuvent introduire leur demande d'obtention du statut particulier ensemble avec leur demande d'asile.

De même, les personnes arrivées auparavant peuvent demander le statut particulier si une procédure d'asile est en cours pour elles ou si elles introduisent d'abord une demande d'asile.

2.4. Suspension de la procédure d'asile

L'introduction d'une demande d'obtention du statut particulier entraîne la suspension immédiate du traitement de la demande d'asile.

3. Procédure**3.1. En général**

Toute demande visant à obtenir le statut particulier doit se faire individuellement. Une demande par famille peut toutefois suffire : il n'est pas nécessaire d'introduire une demande séparée pour chaque membre de la famille. Appartiennent à la famille les membres de la famille qui cohabitent à la même adresse.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00451]

11 MEI 1999. — Omzendbrief betreffende de uitbreiding van het toepassingsgebied van het bijzonder statuut van tijdelijke bescherming voor en de opvang van Kosovaarse vluchtelingen

1. Inleiding

Deze omzendbrief heeft tot doel het toepassingsgebied van de bijzondere regeling van tijdelijke bescherming van Kosovaarse vluchtelingen, zoals die werd ingevoerd door de rondzendbrief van 19 april 1999 (BS 20 april 1999) - verder « Rondzendbrief Kosovaren » - aan te vullen en uit te breiden.

2. Toepassingsgebied**2.1. De Rondzendbrief Kosovaren**

Het toepassingsgebied van de Rondzendbrief Kosovaren strekt zich uit tot :

1. personen die in het kader van het evacuatieprogramma van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties (kortweg « UNHCR ») de mogelijkheid krijgen om naar België te komen;

2. de familieleden in de eerste graad van een persoon die sinds enige tijd legaal in België verblijft, die afkomstig zijn uit de regio van Kosovo, voor zover ze op legale wijze België binnenkomen, dat wil zeggen hetzij in bezit van een visum of een machtiging tot verblijf, hetzij na een voorafgaande toelating van de Dienst Vreemdelingenzaken of van een Belgisch consulaat.

2.2. Uitbreiding

Het toepassingsgebied van het bijzonder statuut van tijdelijke bescherming dat werd ingevoerd door de Rondzendbrief Kosovaren, wordt voortaan uitgebreid tot :

— in principe alle Albanese Kosovaren die hun hoofdverblijfplaats in Kosovo hadden voor ze naar België kwamen,

— voor wie een asielprocedure lopende is;

— tenzij zij dienen afgewezen te worden :

— wegens fraude inzake identiteit of nationaliteit;

— wegens redenen van openbare orde of nationale veiligheid;

— op basis van de Overeenkomst van Dublin (« Overeenkomst betreffende de vaststelling van de Staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van een asielverzoek dat bij één van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap wordt ingediend »).

2.3. Toelichting

De aanvraag van het bijzonder statuut kan niet ingediend worden indien men niet reeds een asielaanvraag lopende heeft, of indien men niet eerst een (nieuwe) asielaanvraag indient.

De betrokkenen zijn evenwel niet verplicht het bijzonder statuut aan te vragen.

Wie enkel asiel vraagt en niet het bijzonder statuut, verblijft in België als asielzoeker. Dit statuut is vergelijkbaar met het bijzonder statuut.

Nieuw toekomende personen kunnen hun aanvraag tot het bijzonder statuut samen met hun asielaanvraag indienen.

Ook personen die reeds vroeger aankwamen kunnen het bijzonder statuut aanvragen indien zij zich in de asielprocedure bevinden of indien zij eerst een asielaanvraag indienen.

2.4. Schorsing asielprocedure

Het indienen van een aanvraag tot het verkrijgen van het bijzonder statuut heeft de onmiddellijke schorsing van de behandeling van de asielaanvraag tot gevolg.

3. Procedure**3.1. Algemeen**

Elke aanvraag tot het verkrijgen van het bijzonder statuut dient individueel te gebeuren. Eén aanvraag per gezin kan echter volstaan : het is niet nodig dat er voor elk gezinslid een aparte aanvraag wordt ingediend. Tot het gezin behoren de familieleden die samenwonen op hetzelfde adres.

La demande doit être faite auprès de la commune de la résidence principale du demandeur. La commune procède immédiatement au contrôle de la résidence et transmet ensuite la demande sans délai à l'Office des étrangers avec la mention « *Statut Kosovars* ».

La demande doit mentionner les éléments suivants :

- le nom, le prénom, éventuellement le numéro du dossier à l'Office des étrangers;
- la résidence en Belgique (rue, numéro, code postal, commune);
- la résidence au Kosovo (rue, numéro, code postal, commune);
- la date du départ de Kosovo et la date de l'arrivée en Belgique;
- la composition de la famille (le nom et la date de naissance des membres de la famille cohabitants).

Si le demandeur dispose de documents d'identité, il doit joindre une copie de ces documents à sa demande. De même, il doit joindre une copie de ses documents actuels de séjour.

Afin d'introduire leur demande, les intéressés peuvent utiliser le formulaire joint à la présente circulaire.

Il est d'une importance capitale que le demandeur communique toujours l'adresse de sa résidence principale de fait, ainsi que tous les changements d'adresse consécutifs. L'octroi du statut particulier débouche en effet sur l'inscription au registre des étrangers par la commune de la résidence principale de fait (et ce contrairement aux inscriptions dans le registre d'attente qui peuvent être faites au niveau central) et ne peut donc avoir lieu que si cette adresse est effectivement connue.

Pour la même raison, tout changement d'adresse doit être communiqué immédiatement. Le non-respect de cette condition pourrait entraîner la suppression du registre des étrangers et l'intéressé pourrait ainsi perdre son permis de séjour et, par conséquent, son droit à l'aide sociale.

3.2. Modalités particulières

3.2.1. Entrée par le programme de l'UNHCR

La procédure à suivre dans ce cas est simple: après leur entrée, les intéressés reçoivent automatiquement le statut particulier. L'inscription au registre des étrangers se fait après l'arrivée au centre d'accueil.

3.2.2. Entrée avec un visa

Dans ce cas, l'intéressé suit la procédure générale et demande alors le statut auprès de la commune où il a sa résidence principale.

Dès que l'Office des étrangers aura statué sur la demande, il donnera l'instruction à la commune concernée d'inscrire l'intéressé au registre des étrangers et de délivrer un certificat d'inscription au registre des étrangers.

L'Office des étrangers transmet aussi à la commune le document « Communication à l'usage des services régionaux de l'emploi » (cf. la Circulaire Kosovars, annexe B). Après l'inscription au registre des étrangers, la commune délivre ce document à l'intéressé.

Puisque l'intéressé est entré en Belgique avec un visa, l'attestation « temporaire personne déplacée » (cf. la Circulaire Kosovars, annexe A) ne doit pas être établie.

3.2.3. Entrée sans visa et avec une procédure d'asile en cours

Les personnes qui sont entrées sans qu'elles disposent des documents requis et pour qui une procédure d'asile est en cours, suivent la procédure générale et demandent le statut auprès de la commune où elles ont leur résidence principale.

L'Office des étrangers examine d'abord l'identité, l'origine et la nationalité du demandeur et l'application de la Convention de Dublin. Si cette évaluation est positive, l'Office des étrangers statue sur la demande d'obtention du statut particulier.

Lorsque le statut est octroyé, l'Office des étrangers donne l'instruction à la commune concernée d'inscrire l'intéressé au registre des étrangers et de délivrer un certificat d'inscription au registre des étrangers.

De aanvraag moet gedaan worden bij de gemeente van de hoofdverblijfplaats van de aanvrager. De gemeente gaat onmiddellijk over tot een controle op de verblijfplaats en maakt de aanvraag vervolgens onverwijld over aan de Dienst Vreemdelingenzaken met vermelding van de mededeling « *Statuut Kosovaren* ».

De aanvraag moet de volgende elementen vermelden :

- naam, voornaam, eventueel dossiernummer bij de Dienst Vreemdelingenzaken;
- verblijfplaats in België (straat, nummer, postcode, gemeente);
- verblijfplaats in Kosovo (straat, nummer, postcode, gemeente);
- datum vertrek uit Kosovo en datum aankomst in België;
- gezinssamenstelling (naam en geboortedatum inwonende gezinsleden)

Indien de aanvrager in het bezit is van identiteitspapieren, dient hij een kopie daarvan te voegen bij zijn aanvraag. Tevens moet hij een kopie bijvoegen van zijn huidige verblijfsdocumenten.

De betrokkenen kunnen voor hun aanvraag gebruik maken van het formulier dat bij deze omzendbrief is gevoegd.

Het is zeer belangrijk dat de aanvrager steeds het adres van zijn feitelijke hoofdverblijfplaats meedeelt, alsook elke daaropvolgende adreswijziging. Het verlenen van het bijzonder statuut leidt immers tot een inschrijving in het vreemdelingenregister door de gemeente van de feitelijke hoofdverblijfplaats (dit in tegenstelling tot de inschrijvingen in het nachregister die centraal kunnen gedaan worden) en kan dus pas gebeuren indien dit adres ook daadwerkelijk gekend is.

Om dezelfde reden moet ook elke adreswijziging onmiddellijk gemeld worden. Indien dit niet zou gebeuren, kan dit leiden tot een schrapping uit het vreemdelingenregister, waardoor de betrokkene zijn verblijfsvergunning kan verliezen en dus ook zijn recht op sociale steun.

3.2. Bijzondere modaliteiten

3.2.1. Binnenkomst met het UNHCR-programma

De te volgen procedure is in dit geval eenvoudig : de betrokkenen krijgen na binnenkomst automatisch het bijzonder statuut. De inschrijving in het vreemdelingenregister gebeurt na aankomst in het onthaalcentrum.

3.2.2. Binnenkomst met visum

In dit geval volgt de betrokkene de algemene procedure en vraagt hij het statuut dus aan bij de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats heeft.

Zodra de Dienst Vreemdelingenzaken over de aanvraag heeft beslist, geeft ze de betrokken gemeente de instructie de betrokkene in te schrijven in het vreemdelingenregister en een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af te geven.

De Dienst Vreemdelingenzaken maakt meteen ook het document « Mededeling ten behoeve van de gewestelijke tewerkstellingsdiensten » (cf. Rondzendbrief Kosovaren, bijlage B) over aan de gemeente. Na de inschrijving in het vreemdelingenregister, reikt de gemeente dit document uit aan de betrokkene.

Vermits de betrokkene met een visum het land is binnengekomen, moet het attest « tijdelijke duur ontheemden » (cf. Rondzendbrief Kosovaren, bijlage A) niet opgesteld worden.

3.2.3. Binnenkomst zonder visum en in lopende asielprocedure

Personen die binnen zijn gekomen zonder over de nodige documenten te beschikken en die nog een asielprocedure lopende hebben, volgen de algemene procedure en vragen het statuut aan bij de gemeente waar ze hun hoofdverblijf hebben.

De Dienst Vreemdelingenzaken onderzoekt eerst de identiteit, de herkomst en de nationaliteit van de aanvrager en de toepassing van de Overeenkomst van Dublin. Wanneer dit onderzoek positief kan afgerond worden, neemt de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing over de vraag tot het verkrijgen van het bijzonder statuut.

Indien het statuut wordt toegekend, geeft de Dienst Vreemdelingenzaken aan de betrokken gemeente de instructie de betrokkene in te schrijven in het vreemdelingenregister en een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af te geven.

L'Office des étrangers transmet aussi à la commune le document « Communication à l'usage des services régionaux de l'emploi » (cf. la Circulaire Kosovars, annexe B). Après l'inscription au registre des étrangers, la commune délivre ce document à l'intéressé.

Puisque l'intéressé est demandeur d'asile, l'attestation « temporaire personne déplacée » (cf. la Circulaire Kosovars, annexe A) ne doit pas être établie.

3.2.4. Entrée sans visa et sans procédure d'asile en cours

Les personnes qui sont entrées sans qu'elles disposent des documents nécessaires et pour qui il n'y a pas (ou plus) de procédure d'asile en cours, introduisent d'abord une (nouvelle) demande d'asile.

A titre exceptionnel, ces personnes peuvent introduire leur demande d'obtention du statut particulier auprès de l'Office des étrangers, ensemble avec leur demande d'asile.

L'Office des étrangers examine d'abord l'identité, l'origine et la nationalité du demandeur et l'application de la Convention de Dublin. Si cette évaluation est positive, l'Office des étrangers statue sur la demande d'obtention du statut particulier.

Lorsque le statut est octroyé, l'Office des étrangers donne l'instruction à la commune concernées d'inscrire l'intéressé au registre des étrangers et de délivrer un certificat d'inscription au registre des étrangers.

L'Office des étrangers transmet aussi à la commune le document « Communication à l'usage des services régionaux de l'emploi » (cf. la Circulaire Kosovars, annexe B). Après l'inscription au registre des étrangers, la commune délivre ce document à l'intéressé.

Puisque l'intéressé est demandeur d'asile au moment où le statut est octroyé, l'attestation « temporaire personne déplacée » (cf. la Circulaire Kosovars, annexe A) ne doit pas être établie.

4. Statut

Pour ce qui est du contenu du statut particulier, l'on peut se référer complètement à la Circulaire Kosovars, étant bien entendu que le champ d'application a été étendu.

5. Application du plan de répartition

5.1. Personnes arrivées en Belgique par le programme d'évacuation du UNHCR

Ces personnes sont en première instance accueillies dans un centre d'accueil organisé par l'Etat ou la Croix-Rouge de Belgique à la demande de l'Etat. Ils sont inscrits au registre des étrangers de la commune de résidence du centre d'accueil (ils ont reçu un CIRE ou "carte blanche"). Pendant la période de séjour au centre d'accueil, celui-ci s'occupe de l'aide sociale nécessaire.

Les intéressés sont libres de quitter l'accueil centralisé et de s'établir dans une commune.

La commune de la (nouvelle) résidence principale enregistra, selon la réglementation en vigueur, le changement d'adresse. L'Office des étrangers doit également être prévenu immédiatement du changement d'adresse.

Le cas échéant, notamment lorsque conformément au plan de répartition aucun candidat-réfugié ou réfugié de guerre Kosovar ne peut être désigné dans la commune en question pour l'obtention de l'aide sociale nécessaire (lorsque le quota du plan de répartition s'avère complet pour la commune en question), l'Office des étrangers, en application du plan de répartition, attribuera un lieu d'inscription obligatoire. Ce lieu d'inscription obligatoire sera mentionné avec le code 207 au registre des étrangers.

De Dienst Vreemdelingenzaken maakt meteen ook het document "Mededeling ten behoeve van de gewestelijke tewerkstellingsdiensten" (cf. Rondzendbrief Kosovaren, bijlage B) over aan de gemeente. Na de inschrijving in het vreemdelingenregister, reikt de gemeente dit document uit aan de betrokkene.

Vermits de betrokkene asielzoeker is, moet het attest « tijdelijke duur ontheemden » (cf. Rondzendbrief Kosovaren, bijlage A) niet opgesteld worden.

3.2.4. Binnenkomst zonder visum en geen asielpprocedure lopende

Personen die binnen zijn gekomen zonder over de nodige documenten te beschikken en die geen asielpprocedure (meer) lopende hebben, dienen eerst een (nieuwe) asielaanvraag in.

Uitzonderlijk kunnen deze personen hun aanvraag tot het verkrijgen van het bijzonder statuut indienen bij de Dienst Vreemdelingenzaken, samen met hun asielaanvraag.

De Dienst Vreemdelingenzaken onderzoekt eerst de identiteit, de herkomst en de nationaliteit van de aanvrager en de toepassing van de Overeenkomst van Dublin. Wanneer dit onderzoek positief kan afgerond worden, neemt de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing over de vraag tot het verkrijgen van het bijzonder statuut.

Indien het statuut wordt toegekend, geeft de Dienst Vreemdelingenzaken aan de betrokken gemeente de instructie de betrokkene in te schrijven in het vreemdelingenregister en een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af te geven.

De Dienst Vreemdelingenzaken maakt meteen ook het document « Mededeling ten behoeve van de gewestelijke tewerkstellingsdiensten » (cf. Rondzendbrief Kosovaren, bijlage B) over aan de gemeente. Na de inschrijving in het vreemdelingenregister, reikt de gemeente dit document uit aan de betrokkene.

Vermits de betrokkene op het moment waarop het statuut wordt toegekend asielzoeker is, moet het attest « tijdelijke duur ontheemden » (cf. Rondzendbrief Kosovaren, bijlage A) niet opgesteld worden.

4. Statuut

Wat de invulling van het bijzonder statuut betreft, kan integraal verwezen worden naar de Rondzendbrief Kosovaren, met dien verstande dat het toepassingsgebied uitgebreid is geworden.

5. Toepassing van het spreidingsplan

5.1. Personen die in België zijn toegekomen met het evacuatieprogramma van UNHCR

Deze personen worden in eerste instantie opgevangen in een onthaalcentrum, georganiseerd door de Staat of door het Belgische Rode Kruis in opdracht van de Staat. Zij zijn in de gemeente op wiens grondgebied het onthaalcentrum vertoeft, ingeschreven in het vreemdelingenregister (ze hebben een BIVR of "witte kaart" ontvangen). Gedurende de periode dat zij in het onthaalcentrum verblijven, verstrekt het onthaalcentrum de nodige maatschappelijke dienstverlening.

Het staat betrokkenen vrij de centraal georganiseerde opvang te verlaten en zich te vestigen in een gemeente.

De gemeente van de (nieuwe) hoofdverblijfplaats zal, conform de geldende regels, de adreswijziging inschrijven. De Dienst Vreemdelingenzaken moet eveneens onmiddellijk op de hoogte gebracht worden van de adreswijziging.

In voorkomend geval, met name indien conform het spreidingsplan geen kandidaat-vluchtelingen of Kosovaarse oorlogsvluchtelingen aan de betrokken gemeente kunnen toegewezen worden voor het bekomen van de nodige maatschappelijke dienstverlening (het zogenaamde quotum van het spreidingsplan is voor de betrokken gemeente op dat moment volledig opgevuld), zal de Dienst Vreemdelingenzaken in toepassing van het spreidingsplan een verplichte plaats van inschrijving aanduiden. Deze verplichte plaats van inschrijving zal vermeld staan bij de code 207 in het vreemdelingenregister.

Si les réfugiés sont nécessiteux et souhaitent faire appel à l'aide distribuée par le centre public d'aide sociale, les dispositions de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par le centre public d'aide sociale sont d'application pour la désignation du CPAS compétent. Cela signifie que lorsqu'un lieu d'inscription obligatoire au registre des étrangers est mentionné sous le code 207, le CPAS de cette commune est compétent pour l'octroi de l'aide. Si aucun lieu d'inscription obligatoire n'est mentionné, le CPAS de la commune où l'intéressé est inscrit pour sa résidence principale est compétent. Si l'intéressé n'est inscrit dans aucune commune, le CPAS de la commune où il réside de fait est compétent pour l'octroi de l'aide sociale.

La loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (article 54, § 1) ainsi que la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (article 57ter) et la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale (articles 2, 5 et 11bis) ont été modifiées à cet effet par les chambres législatives. Les arrêtés d'exécution nécessaires ont également été pris. Ils seront publiés incessamment avec la modification de la loi au *Moniteur belge* avec une date d'entrée en vigueur au 18 avril 1999.

5.2. Personnes qui sont entrées ou entrent légalement en Belgique

A partir de l'instant où l'intéressé a obtenu la preuve d'inscription au registre des étrangers avec mention « temporaire personne déplacée » (cf. Circulaire du 19 avril 1999), les mêmes règles sont valables pour ces personnes que celles figurant au point 5.1.

Le cas échéant, conformément au plan de répartition, on leur désignera également un CPAS compétent pour accorder l'aide.

5.3. Personnes étant entrées ou entrant au pays sans visa

Pour ces personnes (la plupart du temps) un CPAS compétent (code 207 registre d'attente) dans le cadre de la procédure d'asile a déjà été désigné. S'ils obtiennent le statut particulier et sont inscrits au registre des étrangers, le même CPAS restera, le cas échéant, compétent pour accorder l'aide. Le CPAS mentionné sous le code 207 du registre d'attente sera dès lors repris par l'Office des étrangers sous le code 207 au registre des étrangers.

Lorsqu'aucun CPAS n'est mentionné au code 207, les règles de compétence mentionnées au point 5.1 sont d'application.

Bruxelles, le 11 mai 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Indien zij behoeftig zijn en een beroep wensen te doen op de dienstverlening van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, gelden voor de aanwijzing van het bevoegd OCMW de bevoegdheidsregels van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Dit betekent dat indien er een verplichte plaats van inschrijving in het vreemdelingenregister vermeld is onder de code 207, het OCMW van deze gemeente bevoegd is voor de steunverlening. Indien geen verplichte plaats van inschrijving is vermeld, is het OCMW van de gemeente waar de betrokkene voor zijn hoofdverblijfplaats is ingeschreven, bevoegd. Indien de betrokkene in geen enkele gemeente is ingeschreven, is het OCMW van de gemeente waar hij feitelijk verblijft, bevoegd voor de maatschappelijke dienstverlening.

De wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (artikel 54, § 1) evenals de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (artikel 57ter) en de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door openbare centra voor maatschappelijk welzijn (artikelen 2, 5 en 11bis) zijn hiertoe door de wetgevende kamers gewijzigd. De nodige uitvoeringsbesluiten zijn eveneens genomen. Ze zullen, samen met de wetswijziging, eerstdaags in het *Belgisch Staatsblad* verschijnen, met datum van inwerkingtreding op 18 april 1999.

5.2. Personen die legaal België binnenkomen of binnengekomen zijn

Vanaf het moment dat betrokkenen het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister hebben bekomen met vermelding « tijdelijke duur ontheemde » (cfr. rondzendbrief van 19 april 1999), gelden voor hen dezelfde regels als onder punt 5.1.

In voorkomend geval zal hen, conform het spreidingsplan, eveneens een tot steunverlening bevoegd OCMW worden toegewezen.

5.3. Personen die het land zijn binnengekomen of binnenkomen zonder visum

Deze personen hebben (veelal) reeds een bevoegd OCMW (code 207 wachtregister) toegewezen gekregen in het kader van de asielprocedure. Indien zij het bijzonder statuut bekomen en ingeschreven worden in het vreemdelingenregister, zal, in voorkomend geval, hetzelfde OCMW bevoegd blijven tot steunverlening. Het OCMW dat vermeld staat bij de code 207 wachtregister zal alsdan door de Dienst Vreemdelingenzaken vermeld worden bij de code 207 in het vreemdelingenregister.

Indien geen OCMW vermeld staat bij de code 207, gelden de bevoegdheidsregels, zoals vermeld in punt 5.1.

Brussel, 11 mei 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

FORMULAIRE DE DEMANDE
STATUT PARTICULIER DE PROTECTION TEMPORAIRE

Nom :

Prénom :

Numéro du dossier à l'Office des étrangers :

Résidence en Belgique

Rue : Numéro :

Code postal : Commune :

Résidence au Kosovo

Rue : Numéro :

Code postal : Commune :

Date du départ du Kosovo : Date de l'arrivée en Belgique :

Composition de famille (membres de famille cohabitants)

Nom : Date de naissance :

Nom : Date de naissance :

Nom : Date de naissance :

Nom : Date de naissance :

Nom : Date de naissance :

Nom : Date de naissance :

A joindre le cas échéant :

- copie des documents d'identité
- copie des documents actuels de séjour

AANVRAAGFORMULIER
BIJZONDER STATUUT VAN TIJDELIJKE BESCHERMING

Naam :

Voornaam :

Dossiernummer Dienst Vreemdelingenzaken :

Verblijfplaats in België

Straat : Nummer :

Postcode : Gemeente :

Verblijfplaats in Kosovo

Straat : Nummer :

Postcode : Gemeente :

Datum vertrek uit Kosovo : Datum aankomst in België :

Gezinssamenstelling (inwonende gezinsleden)

Naam : Geboortedatum :

Naam : Geboortedatum :

Naam : Geboortedatum :

Naam : Geboortedatum :

Naam : Geboortedatum :

Naam : Geboortedatum :

Desgevallend bij te voegen :

— kopie identiteitspapieren

— kopie huidige verblijfsdocumenten